



Préfecture de la Loire-Atlantique

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

n° 100 – 20 septembre 2017

SOMMAIRE

PREFECTURE 44

Cabinet

Arrêté préfectoral du 19 septembre 2017 portant interdiction temporaire de port et transport d'objets pouvant servir d'armes par destination en vue de la journée nationale d'action du jeudi 21 septembre 2017.



PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

CABINET
BUREAU DU CABINET
Arrêté n°2017 - 26

**ARRÊTE PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE PORT ET TRANSPORT
D'OBJETS POUVANT CONSTITUER UNE ARME PAR DESTINATION**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la sécurité intérieure, et notamment l'article L 211-3 ;

VU le code pénal, et notamment l'article 132-75 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

CONSIDERANT l'appel à rassemblement de la CGT44 (soutenue par Solidaires44, la FSU44 et l'UNEF44) le jeudi 21 septembre 2017 à 14h30 à Nantes contre les ordonnances réformant le code du travail ;

CONSIDERANT l'appel du « Front Social 44 » à participer en amont de la manifestation à un « apéro-banquet » organisé à partir de 12h00 (aux abords de la place du commerce) ;

CONSIDERANT que ces appels à manifester sont relayés sur les sites de l'ultra gauche de Nantes Révoltée « La peur change de camp : on bloque tout. Prenons la rue » et d'Indymédia Nantes « Manif contre la Loi Travail XXL » ;

CONSIDERANT l'absence de déclaration en préfecture de ces rassemblements ;

CONSIDERANT que les manifestations organisées en 2016 contre la « loi Travail » les 17, 24 et 31 mars 2016, ainsi que les 5, 9, 14, 20 et 28 avril 2016, ainsi que les 3, 10, 12, 17, 19 et 26 mai 2016, ainsi que 02, 09 et 28 juin 2016 et le 15 septembre 2016 ont généré de graves troubles à l'ordre public (jets de projectiles sur les forces de l'ordre, dégradations d'équipements publics et de biens privés) ;

CONSIDERANT que lors de la journée nationale d'action contre la réforme du code du travail le 12 septembre 2017 à Nantes, environ 500 sympathisants du « Front Social » ont occupé la tête du défilé intersyndical dont une centaine d'individus avec le visage plus ou moins dissimulé ;

CONSIDERANT que chacune de ces manifestations en 2016 et 2017 a généré de graves troubles à l'ordre public : jets de projectiles sur les forces de l'ordre, dégradations aux abords et sur des bâtiments officiels, dégradations de biens privés ;

CONSIDERANT que certains manifestants, dont plusieurs ont été interpellés, étaient munis d'objets ayant servi d'armes par destination pour dégrader des biens ou commettre des violences à l'égard des forces de l'ordre ;

CONSIDERANT que la manifestation contre la « loi travail XXL » du jeudi 21 septembre 2017 présente les mêmes risques de violence ;

CONSIDERANT que des risques sérieux de troubles graves à l'ordre public sont avérés et qu'il appartient à la préfète de prendre toutes les dispositions utiles pour les prévenir ;

SUR la proposition du sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le port et le transport, sans motif légitime, d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal sont interdits à Nantes du 21 septembre 2017 à 12h00 jusqu'au 21 septembre 2017 à 22h00 sur les parties suivantes du territoire communal :

– Nantes centre, rond-point de Rennes, boulevard des Frères Goncourt, boulevard Henry Orrion, boulevard Eugène Orieux, pont de la Tortière, boulevard des professeurs Sourdille, rue des Bateaux Lavois, chemin Tournerond, place Waldeck Rousseau, place Lieutenant Jehenne, quai Henri Barbusse, rue Pitre Chevalier, rue Talma, rue de Chanzy, rue Maréchal Joffre, rue Lorette de la Refoulais, rue Gambetta, rue Frédéric Caillaud, boulevard Stalingrad, boulevard maréchal Lyautey, rue Edmond Rostand, rue Bellier, rue Curie, rue Marguerite le Meignen, rue Francis de Pressensé, boulevard de Doulon, boulevard de Seattle, boulevard de Sarrebruck, quai Malakoff, pont de Tbilissi, quai Ferdinand Favre, quai Magellan, quai André Morice, quai de la Fosse, rue Mathurin Brissonneau, rue de la Brasserie, place René Bouhier, boulevard de Launay, place général Mellinet, boulevard Paul Langevin, place Canclaux, rue de Gigant, place de l'Edit de Nantes, rue Bertrand Geslin, rue Descartes, place Aristide Briand, rue Alphonse Gautté, rue Faustin Helie, place Edouard Normand, rue Menou, place Viarme, rue Félibien, rue de Miséricorde, rue Gabriel Luneau, rue de la Pelleterie, rue Alphonse Daudet, place Emile Fritsch, rue Emile Souvestre, rue Paul Bellamy, rond-point de Rennes

– L'Ile Beaulieu et ses voies d'accès, à savoir : le pont Anne de Bretagne, le pont Haudaudine, le pont général Audibert, le pont Aristide Briand, le pont Willy Brandt, le pont Résal, le pont Eric Tabarly, les ponts de Vendée, le pont Léopold Sedar Senghor, le pont Georges Clémenceau, le pont de Pirmil, le pont de Pornic et le pont des trois Continents.

Article 2 – Toute infraction au présent arrêté sera passible des sanctions prévues au code pénal.

Article 3 – Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental de la sécurité publique de la Loire-Atlantique, le maire de la commune de Nantes,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

Article 4 – Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

– d'un recours administratif (recours gracieux auprès du préfet de Loire-Atlantique, recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur).

– d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Nantes, le 19 septembre 2017

La préfète



Nicole KLEIN

